CAWTAR
Center of Arab Women for Training and Research

sila

RAPPORT DE SYNTHESE

Cartographie des 5 régions

Cofinancé par l'Union européenne

Enabel

aecid

RAPPORT DE SYNTHESE

cartographie des 5 régions

Centre de la Femme Arabe
pour la Formation et la Recherche
CAWTAR

7 Impasse N° 1 Rue 8840 Centre Urbain Nord
BP 105 Cité El Khadra 1003 - TUNIS
Tél : (+216 71) 790 511 - Fax : (+216 71) 780 002
www.cawtar.org

cawtar@cawtar.org - info@cawtar.org
https://www.facebook.com/CenterofArabWomenforTrainingandResearch
https://www.youtube.com/channel/UCjVSHG0eIfcby7yamw5pD3yw
https://x.com/iflow/login?redirect_after_login=%2FCAWTAR_NGO

Tous droits réservés © CAWTAR - 2026



Programme d'appui à la prévention contre les violences basées sur le genre à travers une approche participative entre universités, société civile et experts en particulier dans cinq régions de la Tunisie **(Grand Tunis, le Kef, Sfax, Sousse et Gabès)**

Introduction

La violence basée sur le genre (VBG) demeure l'un des défis sociaux majeurs en Tunisie. Affectant profondément la vie des femmes et des filles, elle compromet leur sécurité, leur santé, leur autonomie et leur participation pleine à la vie publique. Bien que des avancées notables aient été réalisées sur le plan juridique (notamment à travers la loi organique n°58 de 2017 relative à l'élimination de la violence à l'égard des femmes, et la loi n°61 de 2016 sur la lutte contre la traite des personnes) la persistance de ces violences révèle les limites des mécanismes actuels de prévention, de protection et de prise en charge.

Loin d'être un phénomène marginal, la VBG s'inscrit dans des dynamiques sociales, culturelles, économiques et territoriales complexes. Elle est alimentée par des normes patriarcales profondément enracinées, des inégalités structurelles persistantes, ainsi que par des défaillances institutionnelles, souvent aggravées dans les régions les plus enclavées du pays.

Dans ce contexte, le présent rapport de **cartographie** (cartographie) vise à analyser les efforts de prévention des violences basées sur le genre dans cinq régions représentatives de la diversité tunisienne : **le Grand Tunis, Le Kef, Sousse, Gabès et Sfax.** A travers l'étude des dynamiques associatives, académiques et institutionnelles, ce travail permet de dégager les bonnes pratiques existantes, les obstacles rencontrés, ainsi que les marges d'amélioration possibles.

Chaque région met en lumière une configuration singulière :

- **Dans le Grand Tunis**, cœur institutionnel et académique du pays, les initiatives sont nombreuses mais souvent fragmentées. La mobilisation des filières en sciences sociales et juridiques est notable, tout comme l'engagement du tissu associatif. Toutefois, des écarts demeurent selon les disciplines et les établissements, et la coordination intersectorielle reste à renforcer.
- **Au Kef**, région intérieure confrontée à des enjeux socio-économiques majeurs, la vulnérabilité des femmes est exacerbée par la précarité, l'isolement géographique et l'insuffisance des services publics. Si le tissu associatif y est actif, les liens avec les structures académiques sont encore embryonnaires, et les approches de prévention manquent souvent de continuité.
- **A Gabès**, territoire à la croisée de la mer, de la montagne et du désert, la diversité culturelle et territoriale implique des formes de violence différenciées. L'action de terrain y est dynamique, notamment autour de l'autonomisation économique et de l'hébergement des victimes, mais souffre d'un manque de ressources durables et de coordination interinstitutionnelle.

- **A Sfax**, grande métropole économique, les disparités entre zones urbaines et rurales renforcent les vulnérabilités, particulièrement pour les femmes migrantes et marginalisées. L'ancrage territorial des associations et leur capacité à articuler proximité, plaidoyer et formation constitue un atout majeur, bien que fragilisé par des ressources limitées et des partenariats institutionnels inégaux.
- **A Sousse**, pôle universitaire et touristique, l'expérience de la « cellule genre » au sein de l'université montre le potentiel d'un travail structurel et intégré contre les VBG, ancré dans la formation, la recherche et l'action. Toutefois, les disparités sociales entre le littoral et l'intérieur du gouvernorat freinent une couverture équitable des services.

A travers cette étude, quatre objectifs sont poursuivis :

1. **Cartographier** les initiatives existantes de prévention de la VBG au sein des milieux associatifs et académiques ;
2. **Identifier les principaux acteurs** et analyser leurs modalités d'action, leurs champs d'intervention et leurs partenariats ;
3. **Repérer les lacunes** en termes de ressources, de formation, de coordination, d'évaluation et d'impact ;
4. **Proposer des recommandations opérationnelles**, ancrées dans les réalités territoriales, pour améliorer la cohérence, la durabilité et l'efficacité des stratégies de prévention.

En somme, ce rapport s'inscrit dans une volonté de **penser la prévention des VBG à partir des territoires,** en valorisant les pratiques émergentes, en interrogeant les failles des dispositifs existants et en favorisant une approche interdisciplinaire, inclusive et durable.

La démarche méthodologique

La collecte des données a été conduite selon une méthodologie adaptée aux spécificités des cinq régions étudiées : Grand Tunis, Le Kef, Sfax, Sousse et Gabès, prenant en compte la disponibilité des acteurs locaux, les réalités institutionnelles et les contextes socio-culturels propres à chaque territoire. Cette flexibilité a permis d'ajuster les outils et les approches d'enquête pour mieux correspondre aux conditions du terrain, enrichissant ainsi la qualité et la pertinence des données recueillies.

La démarche s'est structurée autour de plusieurs étapes complémentaires :

1. Exploration et cartographie initiale

Avant les déplacements sur le terrain, une phase préparatoire à distance a permis d'identifier les institutions universitaires et les acteurs associatifs actifs dans la prévention des violences basées sur le genre (VBG). Cette étape s'est appuyée sur des sources officielles (sites ministériels, bases de données) pour recenser les établissements universitaires, leurs disciplines et leur implication éventuelle dans les thématiques de genre. Parallèlement, une recherche en ligne a ciblé les associations locales concernées, afin de dresser un panorama des initiatives existantes.

2. Sélection ciblée des établissements et acteurs clés

A partir des données collectées, des critères spécifiques ont guidé la sélection des universités et associations les plus pertinentes, en tenant compte de la diversité disciplinaire et de l'engagement dans la lutte contre les VBG. Cette sélection visait à couvrir des approches différentes, mêlant sciences humaines, sociales et exactes.

3. Prise de contact et organisation des rencontres

Les rendez-vous ont été pris avec les acteurs identifiés, avec l'appui de relais locaux tels que des enseignants ou responsables associatifs, afin de faciliter l'accès aux structures et la planification des entretiens. Ces rencontres ont concerné aussi bien des individus que des groupes, impliquant enseignants, responsables administratifs, bibliothécaires, ainsi que des membres d'associations et de centres d'accueil.

4. Élaboration de guides d'entretien adaptés

Deux guides spécifiques ont été conçus pour structurer les entretiens : l'un destiné aux enseignants, l'autre aux personnels administratifs et de soutien. Ces outils ont permis d'aborder des thématiques clés comme la prise en compte du genre dans les cursus, les pratiques pédagogiques, les représentations des VBG, ainsi que les initiatives de recherche et d'intervention locale.

5. Collecte de données qualitatives sur le terrain

Au cours des visites, des entretiens approfondis (individuels et de groupe), ont été menés pour favoriser un échange riche entre différents profils. Ces rencontres ont été complétées par des observations directes des structures (centres d'hébergement, locaux associatifs) et par la collecte de documents (listes de mémoires et des thèses, rapports produits par des associations…).

6. Analyse contextuelle et adaptation régionale

La méthodologie a intégré les particularités de chaque région, tenant compte notamment des disciplines enseignées et des contextes culturels. Par exemple, à Gabès, la dimension artistique permet d'aborder la VBG sous un angle transversal, tandis que la cellule genre universitaire illustre une structuration locale de la prévention. Ces spécificités ont nourri une approche nuancée et adaptée.

Cette méthodologie, mêlant rigueur documentaire, enquêtes de terrain, entretiens individuels et collectifs, ainsi qu'observations, a permis d'établir une cartographie des acteurs et initiatives liés à la prévention des VBG dans les milieux universitaires et associatifs. Elle a aussi offert une compréhension approfondie des enjeux et des dynamiques propres à chaque territoire.

Toutefois, il est important de souligner certaines contraintes rencontrées, telles que la disponibilité limitée des acteurs, l'accès parfois restreint à certaines ressources, ainsi que la diversité des contextes régionaux qui a nécessité d'adapter les modalités de collecte (notamment la tenue de focus groups dans certaines régions seulement). Ces défis, loin d'être des limites, ont permis d'introduire la souplesse nécessaire pour appréhender les réalités locales avec finesse et pertinence.

Les initiatives à mettre en valeur

Synthèse comparative des initiatives et limites dans la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) dans les cinq régions concernées

L'analyse des dynamiques menées dans les régions du Grand Tunis, Sfax, Sousse, Gabès et Le Kef met en lumière un mouvement progressif, mais contrasté, d'intégration des thématiques genre et VBG au sein des universités et à travers les actions associatives. Ces initiatives s'inscrivent dans des contextes territoriaux variés, reflétant à la fois des avancées significatives et des défis persistants.

Initiatives : une diversité d'actions et de modèles innovants

Au Grand Tunis, la dynamique universitaire est la plus avancée avec l'émergence de cellules genre dans plusieurs facultés, notamment en sciences humaines, sociologie et psychologie. La Faculté de Droit et des Sciences Politiques de Tunis s'illustre par la mise en place d'une **clinique juridique spécialisée dans les violences basées sur le genre**, qui offre une formation pratique aux étudiants tout en apportant un soutien

juridique direct aux victimes. Ce dispositif, porté par des acteurs universitaires engagés, constitue une innovation majeure qui combine pédagogie et action sociale. Par ailleurs, plusieurs associations locales, telles que “Femmes et Droit”, conduisent des ateliers de sensibilisation et des campagnes dans les quartiers populaires, renforçant ainsi l’ancrage territorial et l’impact social.

Sfax, quant à elle, se distingue par l’action pionnière du laboratoire universitaire **ECUMUS**, qui intègre les questions de genre à la fois dans la recherche et dans la pédagogie, faisant le lien entre savoir académique et intervention de terrain. Le programme **FORSS,** porté par l’association Boutheina, constitue un modèle innovant d’accompagnement multidimensionnel, combinant formation, prise en charge juridique, médicale et psychologique des victimes, ainsi qu’une approche participative valorisant la parole des bénéficiaires. La région bénéficie aussi d’un réseau partenarial dense, local, national et international, notamment grâce au projet Erasmus+, qui promeut l’institutionnalisation de la perspective genre à l’université et facilite la coopération entre acteurs.

Sousse présente un profil en développement avec une intégration progressive des thématiques genre dans certains cursus universitaires, notamment en médecine et en sciences juridiques, accompagnée par des associations engagées dans des campagnes de sensibilisation ciblant les quartiers populaires et la formation du personnel éducatif. Si les partenariats existent avec des ONG nationales et internationales, ils restent encore ponctuels, et la coordination peut être améliorée pour renforcer l’efficacité globale. Par ailleurs, Sousse dispose d’une cellule genre dynamique, qui constitue un acteur important dans la promotion de l’intégration de l’approche genre et dans l’appui aux initiatives visant à renforcer la sensibilisation et la prise en compte de ces enjeux au niveau local. Cette dynamique est également soutenue par la mise en œuvre de projets dans le cadre de programmes de coopération nationale et internationale, contribuant au renforcement des capacités des acteurs et à la consolidation des actions en faveur de l’égalité de genre.

Dans la région de Gabès, une cellule genre est également active au sein de l’université, même si ses actions sont moins visibles et moins structurées que dans d’autres régions comme Sousse. Les initiatives associatives y sont néanmoins dynamiques, proposant une prise en charge juridique, sociale et psychologique des victimes via des permanences dédiées. Cependant, l’articulation entre le monde universitaire et associatif demeure faible, limitant la portée des actions.

Le Kef illustre les difficultés rencontrées dans les zones périphériques : l’intégration universitaire des thématiques genre et VBG est sporadique, limitée à des formations ponctuelles et sans structuration systématique dans les programmes. En revanche, les associations locales jouent un rôle crucial, particulièrement auprès des jeunes dans les établissements scolaires, avec des actions de sensibilisation et une prise en charge psychologique dans les centres d’accueil, bénéficiant d’un ancrage territorial fort.

Par ailleurs, le recours aux projets artistiques et culturels comme levier de transformation des mentalités est principalement développé dans les grandes zones urbaines, notamment au Grand Tunis, où des expositions photographiques, pièces de théâtre et autres créations artistiques sont mobilisées pour sensibiliser sur les violences conjugales. Sousse exploite aussi ces supports (affiches, clips vidéo) pour interpeller le grand public. Ces approches restent encore peu exploitées dans les régions périphériques, en raison de ressources limitées et d'un manque de priorisation.

Limites partagées et défis structurants

Malgré ces avancées, plusieurs obstacles majeurs freinent l'ampleur et la durabilité des initiatives :

- **Ressources limitées :** La quasi-totalité des associations souffre de problèmes financiers et d'un manque de personnel qualifié, ce qui engendre une surcharge de travail et menace la pérennité des actions. Les universités, notamment dans les régions de l'intérieur, manquent également de moyens pour développer et institutionnaliser pleinement les modules liés au genre.
- **Résistances culturelles et institutionnelles** : La diffusion des thématiques genre se heurte à des mentalités conservatrices, particulièrement dans les milieux académiques et les régions de l'intérieur. Ces résistances ralentissent l'appropriation des programmes et la mise en place de structures pérennes, malgré une volonté politique affichée dans certains cas.
- **Faible coordination et synergies insuffisantes** : L'absence d'une vision stratégique commune entre universités et associations limite la création de réseaux solides et l'extension des bonnes pratiques. Les partenariats existent mais restent souvent ponctuels, peu intégrés, voire absents dans certaines régions (le Kef, Gabès).
- **Difficulté d'élargissement des initiatives innovantes** : Des projets pilotes comme FORSS à Sfax peinent à se déployer au-delà de leur périmètre local faute de soutien financier et institutionnel adapté.

Perspectives pour un renforcement durable

Pour amplifier l'impact des initiatives et consolider la lutte contre les VBG à l'échelle nationale, plusieurs leviers peuvent être mobilisés :

- **L'institutionnalisation et l'harmonisation des cursus universitaires** intégrant le genre dans toutes les régions, avec un soutien accru aux universités de l'intérieur pour éviter une fracture territoriale. L'expérience du Grand Tunis (notamment la clinique juridique) et de Sfax (laboratoire ECUMUS) constitue un socle solide à étendre.

- **Le renforcement des partenariats multi-acteurs**, entre universités (Facultés de Droit, Sociologie, Psychologie), ONG nationales et internationales, afin de créer des réseaux de coopération efficaces et durables, favorisant l'échange de savoirs et la professionnalisation des acteurs.
- **Le développement des projets artistiques et culturels**, encore sous-exploités en dehors des grandes métropoles, comme outils puissants de changement des mentalités et de sensibilisation du grand public.
- La mise en place de **plateformes régionales de coordination**, s'appuyant sur des initiatives comme Erasmus+, pour promouvoir un cadre cohérent et partagé, facilitant la mutualisation des ressources et l'extension des bonnes pratiques.

Cette synthèse met en lumière une dynamique ascendante mais encore fragile, marquée par des contrastes territoriaux qui appellent à une adaptation différenciée des stratégies de soutien, pour que la lutte contre les violences basées sur le genre gagne en efficacité, en ampleur et en pérennité sur l'ensemble du territoire tunisien.

Les bonnes pratiques

Synthèse des bonnes pratiques régionales en matière de prévention des violences basées sur le genre (VBG)

L'analyse comparative des initiatives dans les cinq régions concernées – le Grand Tunis, le Kef, Sousse, Gabès et Sfax – met en évidence une riche diversité d'approches innovantes et complémentaires en matière de prévention et de lutte contre les violences basées sur le genre. Ces pratiques, portées par un ensemble d'acteurs – universités, associations, structures publiques, et partenaires internationaux – témoignent de dynamiques territoriales hétérogènes mais convergentes vers des objectifs communs : accroître la sensibilisation, garantir une prise en charge intégrée et adaptée des victimes, et agir sur les causes profondes et structurelles des violences.

1. Grand Tunis : des synergies solides entre universités et société civile

Le Grand Tunis se positionne comme un pôle avancé en matière de lutte contre les VBG grâce à un réseau dense et structuré entre les milieux académiques et associatifs. L'Université de la Manouba se distingue particulièrement par la création du Master « Genre, culture et société » (depuis 2019), qui forme une nouvelle génération de chercheur.e.s et d'acteurs engagés. Ce cursus innovant est complété par des cliniques juridiques spécialisées et des clubs de recherche intégrant la perspective genre, favorisant à la fois la formation pratique des étudiant.e.s et la production d'outils pédagogiques novateurs.

Du côté associatif, des organisations féministes et intersectionnelles telles que l'ATFD (Association Tunisienne des Femmes Démocrates), Intersection et Mawjoudin jouent un

rôle moteur. Elles déploient des campagnes régulières, des ateliers en milieu universitaire et développent des contenus numériques traitant des droits sexuels, du harcèlement et des violences institutionnelles. Leurs actions sont souvent renforcées par le soutien de partenaires nationaux et internationaux comme ONU Femmes, le CREDIF ou Avocats Sans Frontières, ce qui garantit une certaine pérennité et un ancrage dans des réseaux globaux.

2. Le Kef : une gouvernance territoriale exemplaire

Au Kef, la mise en place d'un comité régional de coordination piloté par le FNUAP (Fonds des Nations Unies pour la Population) constitue une pratique exemplaire en matière de gouvernance locale des politiques de lutte contre les VBG. Ce comité rassemble des représentants des ministères clés : Santé, Éducation, Affaires sociales, Justice, ainsi que des acteurs de la société civile, favorisant une approche multisectorielle cohérente.

Ce mécanisme de coordination permet d'harmoniser les interventions, d'uniformiser les pratiques professionnelles, et d'améliorer l'orientation et la prise en charge des victimes. La mobilisation des structures de proximité, telles que les maisons de jeunes et les centres de santé, est également un point fort, assurant un ancrage communautaire et une prévention durable.

3. Sousse : vers l'institutionnalisation du genre dans l'université

La région de Sousse se démarque par l'émergence d'une cellule genre au sein de l'université, illustrant un changement structurel post-révolutionnaire. Cette cellule vise à transformer l'université en un espace conscient des enjeux liés au genre. Ses actions couvrent plusieurs dimensions : accueil et orientation des victimes, intégration systématique de la perspective genre dans les enseignements, promotion de la recherche sur les violences, et organisation d'activités de sensibilisation.

Grâce à des partenariats solides avec des associations féministes, des institutions internationales et les ministères, cette cellule a pu déployer des campagnes, des formations et des ateliers impliquant aussi bien les étudiant.e.s que le personnel académique. Ce modèle offre un exemple inspirant d'institutionnalisation progressive des questions de genre au sein des établissements d'enseignement supérieur.

4. Gabès : un accompagnement global combinant expression citoyenne et autonomisation

L'association Al Karama, active depuis plus de dix ans à Gabès, propose une approche intégrée centrée sur l'autonomisation des femmes et la prise en charge complète des victimes. Parmi ses réalisations figure le premier centre d'hébergement de la région, qui offre un refuge sécurisé tout en combinant accompagnement psychologique, activités collectives et orientation juridique.

Al Karama innove également par des projets originaux comme « *Ma toskitch* », visant à sensibiliser sur la loi 58 relative aux violences faites aux femmes, ou le programme « Le Cogito tunisien », qui valorise l'expression artistique de jeunes vulnérables. Par ailleurs,

l'organisation régulière d'un souk solidaire contribue à l'autonomie économique des femmes bénéficiaires. Malgré cet ancrage fort, l'association fait face à des défis liés au financement, à certaines résistances institutionnelles et à la centralisation de sa gouvernance.

5. Sfax : une approche multisectorielle fondée sur la participation citoyenne

A Sfax, l'association Boutheina pour la femme et l'enfant à risque déploie un dispositif global d'écoute, d'orientation et d'accompagnement des victimes, incluant des populations particulièrement vulnérables telles que les mères célibataires et les migrantes. Son équipe pluridisciplinaire regroupe juristes, psychologues et médecins, permettant une prise en charge complète et adaptée.

L'initiative phare FORSS (Former, Suivre, Soutenir) illustre une innovation méthodologique : en recueillant régulièrement les témoignages des bénéficiaires sur leur expérience des services publics et privés, ce dispositif alimente un processus continu de formation des intervenant.e.s et d'évaluation des pratiques. Cette boucle de rétroaction favorise une amélioration progressive de l'accompagnement, une identification précise des dysfonctionnements, et renforce l'articulation entre parole citoyenne, action de terrain et mobilisation des savoirs.

Conclusion : vers une capitalisation et une diffusion nationale des bonnes pratiques

Les initiatives présentées témoignent de la richesse et de la complémentarité des pratiques locales en matière de prévention des violences basées sur le genre. Toutefois, elles révèlent aussi des besoins communs : stabilisation des financements, professionnalisation accrue des intervenant.e.s, renforcement des liens avec les structures publiques et académiques.

La capitalisation de ces expériences, à travers la mise en place d'un cadre national d'échange et de mutualisation, constituerait un levier stratégique pour diffuser les modèles les plus efficaces et favoriser leur adaptation aux réalités territoriales variées, contribuant ainsi à une lutte contre les VBG plus cohérente et durable sur l'ensemble du territoire tunisien.

Les travaux académiques sur le genre et les VBG

Ce travail de cartographie porte sur les productions académiques et associatives sur le genre et les violences basées sur le genre (VBG) en Tunisie, telles qu'elles ont pu être collectées dans le cadre de notre recherche. Il convient de noter que cette cartographie est partielle, limitée notamment par des résistances institutionnelles, telles que la difficulté d'accès aux bases de données dans certaines universités, ainsi que par d'autres obstacles structurels qui freinent la visibilité et la circulation des savoirs.

Dans le Grand Tunis, la recherche est particulièrement dense et diversifiée, mobilisant plusieurs disciplines telles que le droit, la sociologie, l'anthropologie, la psychologie et les sciences politiques. Les facultés de droit concentrent leurs travaux sur la loi 58

relative aux violences faites aux femmes, les discriminations juridiques et les politiques publiques. Les sciences sociales étudient les pratiques culturelles et sociales liées aux violences domestiques, particulièrement dans les quartiers populaires urbains, tandis que la psychologie s'intéresse aux impacts psychiques des violences sur les victimes. Les sciences politiques analysent quant à elles la participation politique des femmes et les politiques d'égalité. En parallèle, les associations locales réalisent des enquêtes de terrain qui documentent la réalité des violences et enrichissent les données empiriques disponibles.

A Sousse, la présence d'un master en « Études de genre » a longtemps favorisé une approche intégrée mêlant droit, sociologie, santé publique et sciences politiques. Cependant, cette interdisciplinarité a été abandonnée au profit d'une nouvelle orientation : le master s'est recentré sur les sciences juridiques et politiques, réduisant ainsi la diversité disciplinaire. Les recherches en santé publique mettent l'accent sur les conséquences physiques et psychologiques des violences, en s'appuyant notamment sur des enquêtes auprès des victimes qui soulignent les effets sanitaires des violences conjugales. Les études sociologiques analysent plus spécifiquement les violences en milieu rural, où les normes patriarcales et les difficultés d'accès aux services de protection sont particulièrement prononcées. En droit, les travaux portent sur les protections spécifiques, notamment concernant les femmes détenues victimes de violences en milieu carcéral. Les associations locales jouent un rôle actif en fournissant des données qualitatives et en collaborant ponctuellement avec les chercheurs, ce qui contribue à nourrir la compréhension des violences de genre dans la région.

La situation à Sfax est marquée par une production plus fragmentée, portée par des initiatives individuelles dans plusieurs disciplines. Le droit s'intéresse à des questions telles que l'égalité successorale et les discriminations à l'emploi, tandis que la sociologie travaille sur des thématiques telles que la traite des femmes, les violences politiques et les discriminations administratives. La littérature joue un rôle critique en analysant les représentations féminines et en déconstruction des normes sociales à travers les productions littéraires. Malgré la présence de laboratoires universitaires, la structuration institutionnelle demeure limitée, freinant la consolidation des recherches et leur diffusion. Les associations de la région, bien que moins mentionnées dans les travaux académiques, exercent une pression importante pour faire avancer les questions liées au genre.

A Gabès, la production scientifique est plus marginale, centrée principalement sur les arts visuels. Ces créations artistiques explorent les violences symboliques et culturelles, offrant une lecture originale et sensible des violences de genre. Ce champ artistique constitue une approche innovante qui contraste avec les perspectives plus analytiques et institutionnelles observées dans d'autres régions. Peu d'études formelles en droit ou en sociologie sont recensées, et la structuration académique reste faible.

Au Kef, la recherche académique sur le genre et les violences basées sur le genre est quasi inexistante. Ce sont principalement les associations de terrain qui produisent des savoirs, à travers des études qualitatives portant sur la violence conjugale et les normes patriarcales locales. Cette région illustre un décalage important entre la société civile active et une université peu impliquée dans ces thématiques.

En somme, la production scientifique et associative en Tunisie sur le genre et les VBG présente une forte disparité régionale et disciplinaire. Le Grand Tunis et Sousse sont les pôles les plus structurés et interdisciplinaires, même si cette interdisciplinarité a été récemment remise en question à Sousse. Sfax témoigne d'initiatives individuelles dispersées, Gabès développe une approche artistique singulière, et le Kef repose principalement sur l'engagement associatif. Parmi les obstacles majeurs figurent l'accès limité aux ressources documentaires, l'absence de politiques universitaires claires, ainsi que la fragmentation disciplinaire qui freine le dialogue entre champs de recherche.

Pour renforcer et pérenniser ces savoirs, il est indispensable de soutenir les dynamiques interdisciplinaires, d'améliorer la visibilité et l'archivage documentaire, d'intégrer officiellement l'approche genre dans les politiques universitaires, et de valoriser la complémentarité entre université et société civile. Cette transformation permettra de dépasser les clivages actuels et d'ancrer la recherche sur le genre et les violences basées sur le genre comme un champ scientifique central et reconnu en Tunisie.

Conclusion générale

Le paysage tunisien de la lutte contre la violence basée sur le genre (VBG) révèle une dynamique locale tangible, portée par un engagement réel d'acteurs universitaires et associatifs dans les différentes régions étudiées. Ce potentiel est toutefois freiné par des obstacles récurrents qui se manifestent sous diverses formes : fragmentation des initiatives, manque de coordination entre universités, associations et institutions publiques, insuffisance des ressources humaines et financières, poids des normes culturelles sexistes et tabous, ainsi qu'une faible intégration du genre dans les politiques universitaires et les cursus.

La structuration des données et la capitalisation des connaissances restent encore insuffisantes, ce qui limite la planification des interventions et le partage des bonnes pratiques. Par ailleurs, le milieu universitaire reste marqué par une approche disciplinaire cloisonnée, alors que les violences de genre nécessitent davantage d'interdisciplinarité et une meilleure articulation entre recherche, formation et action de terrain.

Enfin, la transformation durable de cette problématique passe inévitablement par un travail culturel et éducatif profond, mobilisant les médias, les espaces artistiques, les institutions éducatives et les politiques publiques, afin de déconstruire les stéréotypes et d'inverser les logiques de silence et d'invisibilisation.

Recommandations

Recommandations spécifiques par région

Le Grand Tunis

- Renforcer la coopération entre universités et associations via des projets communs interdisciplinaires.
- Institutionnaliser et pérenniser les cellules genre dans les universités.
- Soutenir financièrement et techniquement les acteurs de terrain pour assurer la continuité des actions.

Le Kef

- Créer un réseau régional rassemblant universités, associations et institutions locales.
- Développer des formations universitaires spécifiques sur le genre.
- Mettre en place des campagnes de sensibilisation ciblées, notamment auprès des jeunes.

Sousse

- Renforcer les partenariats trilatéraux entre université, institutions publiques et associations.
- Institutionnaliser et financer durablement la cellule genre universitaire.
- Promouvoir des campagnes annuelles de sensibilisation à l'université.

Gabès

- Consolider les plateformes et réseaux associatifs pour structurer l'action locale.
- Soutenir la cellule genre universitaire pour en faire un acteur-clé.
- Intégrer la thématique du genre dans les cursus universitaires et encourager les recherches interdisciplinaires.
- Valoriser les productions artistiques liées aux violences de genre.
- Utiliser les médias locaux pour transformer les représentations sociales.
- Mettre en place des mécanismes stables de coopération entre université, société civile et institutions.

Sfax

- Structurer et exploiter les données de terrain pour orienter les politiques publiques.

- Mobiliser les laboratoires universitaires autour de recherches-action.
- Développer les cellules d'écoute et rendre leurs actions visibles.
- Renforcer les partenariats université-société civile.
- Sensibiliser les étudiants par des activités innovantes (ciné-débats, concours).

Recommandations transversales

1. Mettre en place des plateformes régionales de coordination entre universités, ONG, collectivités locales et services publics, en format physique et numérique, pour faciliter le dialogue et la mutualisation des ressources.
2. Financer et promouvoir la recherche-action sur la VBG, en intégrant les étudiant.e.s dans des projets interdisciplinaires liés à la réalité locale.
3. Renforcer les cellules genre universitaires, en leur fournissant appui méthodologique, ressources humaines qualifiées et partenariats nationaux et internationaux.
4. Développer des actions culturelles et pédagogiques (contenus médiatiques, scolaires, artistiques) pour déconstruire les stéréotypes sexistes et promouvoir une culture de l'égalité.
5. Encourager la capitalisation des expériences locales réussies pour diffuser les bonnes pratiques dans un cadre national cohérent.

